

www.ici-grenoble.org

Les infos locales

Octobre 2016

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs



Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs en septembre et début octobre 2016 ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'informations marquantes glanées dans la presse locale et nationale.

(Les sources sont entre parenthèses)

[Les éventuels commentaires sont encadrés]

Ecopla : Un rude procès en appel

Mercredi 5 octobre, les [Ecopla](#) de Saint-Vincent-de-Mercuze (Grésivaudan) passaient devant la Cour d'Appel de Grenoble. Objectif ? Contester la décision du Tribunal de Commerce qui, le 17 juin, avait rejeté le projet de transformer l'usine de barquettes d'aluminium en coopérative ouvrière. Le Tribunal autorisait le principal concurrent d'Ecopla, le groupe italien Cuki, à rapatrier les machines, récupérer les fichiers clients puis fermer définitivement l'usine.

Malgré la médiatisation croissante de cette lutte, malgré les 120 personnes venues en soutien, malgré une pétition de 3850 signatures, malgré l'appui tardif mais officiel du ministre de l'Économie et de nombreuses personnalités politiques, malgré la cinquantaine d'emplois locaux en jeu, le procès semble avoir tourné en défaveur des Ecopla. Le procureur général, le mandataire judiciaire et le représentant de l'[UNEDIC](#) ont été inflexibles, préférant un chèque immédiat de Cuki pour rembourser la dette sociale de l'entreprise plutôt qu'un projet de SCOP, selon eux, incertain. La conclusion de la présidente du Tribunal fut rude : "La cour statuera en droit et non en fonction de quelques préoccupations citoyennes". Le verdict sera rendu le 20 octobre.

Déçu-e-s mais déterminé-e-s, les ouvriers et ouvrières d'Ecopla continuent d'occuper l'usine. Le collectif a lancé d'autres procédures juridiques, dont une dite de "tierce-opposition". Elle sera examinée le 3 novembre.

[À suivre... Pour en savoir plus et soutenir les luttes des [Ecopla](#), nous vous recommandons la série de reportages de l'émission [Comme un bruit qui court](#).]

(France Bleu Isère et France 3, 05/10/16)

Caterpillar : Un futur projet de SCOP ?

La direction de Caterpillar vient d'annoncer un nouveau plan mondial de "restructurations", avec des milliers de licenciements. En Isère, le plan prévoit de délocaliser plusieurs activités-clefs des usines de Grenoble et d'Échirolles : au Brésil la fabrication des tracteurs-pelle, dans des pays de l'Est les travaux de mécano-soudure. Maigre contrepartie, les 1600 ouvriers et employé-e-s de l'agglomération récupéreront une partie des productions des 2000 ouvriers belges que Caterpillar vient de licencier. Les inquiétudes sont cependant vives pour l'avenir.

(Dauphiné Libéré, 15/09/16)

* * *

Trois jours pour questionner la société industrielle

Faut-il sauvegarder des usines produisant des barquettes en aluminium ou des tracteurs ? Quelles sont les nuisances de la société industrielle ? Peut-on imaginer des alternatives ?

Du 11 au 13 octobre sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, l'association [Entropie](#) organise le festival Vivre l'Utopie : trois jours de rencontres, de films et d'ateliers pour réfléchir sur le sens du progrès technique et la place de l'industrie dans notre quotidien.

Le programme complet est [disponible ici](#).

* * *

La dernière manifestation contre la Loi Travail ?

Jeudi 15 septembre, plus de 2500 manifestant-e-s défilaient dans les rues de Grenoble pour l'abrogation de la Loi Travail "et son monde", pour le passage aux 32 heures, pour la fin des politiques d'austérité. C'était, si nos calculs sont bons, la 17e manifestation depuis mars. Aucune autre n'est prévue pour l'instant. L'intersyndicale semble désormais concentrer ses efforts sur des [recours juridiques](#) au niveau européen et international.

Le mouvement [Nuit debout Grenoble](#), en revanche, continue. Deux Assemblées Populaires s'organisent chaque semaine, le mardi et le jeudi. Ces rencontres sont ouvertes à toutes et à tous. Elles rassemblent en général plusieurs dizaines de participant-e-s.

(Dauphiné Libéré, 16/09/16)

* * *

Encore un Conseil municipal sous protection policière

Face aux colères contre le [plan d'austérité](#) des services publics décidé par la mairie de Grenoble juste avant l'été, tous les conseils municipaux se feront-ils sous protection policière ?

Lundi 26 septembre, près de 150 habitant-e-s et agents territoriaux manifestaient une nouvelle fois contre la fermeture de trois bibliothèques, la suppression de 100 à 150 postes d'agents municipaux, la baisse de dotations aux écoles primaires et maternelles, le désengagement de la mairie de la Maison

des Habitants Bajatière et du centre social des Eaux-Clares, ou encore la réduction de certains services rendus aux personnes âgées.

Rappelons que la manifestation précédente, le 11 juillet, avait abouti à l'[annulation puis au report](#) du conseil municipal.

Ce 26 septembre, la police bloquait l'accès à la salle du conseil municipal dès 17h30. Après avoir construit une "barricade" de livres surmontée d'un cercueil au nom des bibliothèques Hauquelin, Prémol et Alliance, les manifestant-e-s ont fait entendre leur colère aux élu-e-s. Pendant plus d'une demi-heure, ils et elles ont sifflé, crié et tapé sur les vitres du parvis de la mairie. Face à ce boucan d'enfer et craignant une rupture des vitrages, la police municipale puis les CRS ont dispersé les manifestant-e-s à coups de gaz lacrymogène et de matraques...

...Jusqu'au prochain conseil municipal ?

(Place Grenet, 27/09/16)

* * *

La première votation citoyenne

Alors que se multiplient les critiques, au sein même de la majorité municipale, sur l'absence de concertation et sur l'opacité du plan d'austérité décidé par la Ville de Grenoble, les habitant-e-s sont invité-e-s à participer à leur première "[votation citoyenne](#)" (voir les [Infos locales de septembre](#)).

La pétition contre la hausse des tarifs de stationnement décidée par la mairie en juin a en effet recueilli plus de 2000 signatures. Le conseil municipal refusant d'appliquer cette demande, une "votation" est organisée du 10 au 15 octobre. Tout-e Grenoblois-e de plus de 16 ans pourra donner son avis. Si le "non" recueille plus de 20 000 voix, ce qui est peu probable étant donné les délais pour voter, le faible nombre de bureaux de vote et le peu d'informations diffusées sur ce sujet, le Conseil municipal s'est engagé à revoir les tarifs de stationnement.

[D'autres "votations citoyennes" verront-elles le jour, et seront-elles organisées sérieusement ? Pour l'instant, la pétition proposée par [Nuit Debout Grenoble](#) pour la transformation des parcs, massifs et espaces délaissés de la ville de Grenoble en potagers, en vergers et en jardins aromatiques, a recueilli... [109 signatures](#).]

(Place Grenet, 07/10/16)

* * *

Condamné à 6900 euros d'amende, Le Postillon fait appel

Début 2016, le maire de Pont-de-Claix et président de la Métro, Christophe Ferrari, et sa directrice de cabinet, Yveline Denat, portaient plainte pour injure et diffamation contre un article du journal [Le Postillon](#) de décembre 2015 : [Le système Ferrari à plein régime, Pont-de-Claix entre pistons, dérapages et mauvais goût](#).

[Le procès](#) s'était déroulé le 29 juin au tribunal correctionnel de Grenoble. Le Postillon reconnaissait une seule erreur dans son article : Il affirmait que Christophe Ferrari avait augmenté son salaire de maire depuis 2014, alors que ce dernier l'avait en fait diminué. Accusant Le Postillon d'être un "colporteur de ragots", un "relais des aigris et des mécontents", l'avocat de l'accusation avait réclamé 5 000 € de dommages et intérêts pour Christophe Ferrari, 10 000 € pour Yveline Denat. Fait étonnant, la représentante du parquet (Ministère de la Justice) n'avait fait aucune réquisition, s'en remettant à la décision de la cour.

Le Tribunal a rendu son verdict le 26 septembre : Le Postillon et son directeur de publication ont été déclarés "coupables" et condamnés à verser "2 000 euros d'amende, dont 1 000 avec sursis", à "publier en une du journal et sur son site internet le jugement", à verser également "2 000 euros de dommages-intérêts à Yveline Denat", plus "1 500 euros de dommages-intérêts à Christophe Ferrari", plus "1 200 euros chacun pour le remboursement de leurs frais de justice". Au total : 6 900 euros, plus 1 000 euros avec sursis.

Le Postillon a [fait appel](#) de ce verdict. Un second procès aura donc lieu d'ici quelques temps.

(Le Postillon, octobre 2016)

* * *

Deux accidents de chasse, trois millions de subventions

Le 11 septembre, jour d'ouverture de la saison de chasse, l'Isère recensait déjà deux accidents :

À Beauvoir-en-Royans, deux adolescentes ont reçu des éclats de balle à la jambe et à l'abdomen alors qu'elles participaient, en tant qu'observatrices, à une battue de chasse. Le chasseur visait un sanglier. Selon lui, assourdi par une rave-party proche de la zone de chasse, il n'aurait pas entendu les membres de la battue arriver et aurait donc tiré sans respecter les consignes de sécurité.

À Reventin-Vaugris, un plomb de chevrotine a touché le pied d'une jeune fille qui jouait dans son jardin. Heureusement, le plomb n'a causé aucune blessure. Révoltés (et semble-t-il alcoolisés), deux riverains ont attaqué les chasseurs à coups de bâton. Selon l'enquête de police, les chasseurs respectaient les distances de tir par rapport aux habitations *"mais le plomb aurait été dévié par le vent qui soufflait ce jour-là"*.

Quelques jours plus tard, le président de la Région Laurent Wauquiez annonçait un partenariat sans précédent avec la Fédération Régionale de Chasse : la multiplication par quarante des subventions accordées aux chasseurs, soit trois millions d'euros sur trois ans. 500 000 euros seront par exemple consacrés à la restauration et à l'entretien des cabanes de chasse, plusieurs centaines de milliers d'euros à de "l'éducation à l'environnement" auprès des scolaires. Les Fédérations de Chasse sont aux anges.

Dans le même temps, la Région poursuit sa politique de réduction des subventions auprès de la FRAPNA, de la MNEI, de Terre de liens, de l'ARDEAR, de Mountain Wilderness, de GRAINE, ou encore du réseau des AMAP.

Rappelons que Laurent Wauquiez, alors candidat pour les élections régionales, avait adressé des lettres aux 120 000 chasseurs de la Région. Dénonçant les *"ayatollas écologistes"*, il promettait *"un juste rééquilibrage des subventions qui ont beaucoup trop profité ces dernières années à des écologistes dogmatiques et guidés par des motifs purement idéologiques"*.

[Pour en savoir plus, nous vous recommandons deux récentes enquêtes de Reporterre : [Laurent Wauquiez en guerre contre l'environnement](#) et [Laurent Wauquiez, le démagogue autoritaire qui déteste l'écologie.](#)]

(Dauphiné Libéré, 12/09/16, 14/09/16 ; Reporterre, juillet et septembre 2016)

Quelques migrant-e-s et des coups de fusil

L'annonce a fait la Une des médias nationaux. Le gouvernement a décidé de déplacer 1784 réfugié-e-s du camp de Calais vers la Région Auvergne-Rhône-Alpes, dont 249 en Isère. Une soixantaine de migrant-e-s seront notamment accueilli-e-s dans le centre de vacances ERDF de Saint-Hilaire-du-Rosier.

Les réactions hostiles de Laurent Wauquiez ont aussi fait la Une des médias. Le 16 septembre, il lançait une pétition sous le slogan : *"Non à la création de jungles sur l'ensemble du territoire national !"*. *"Je suis contre l'accueil des migrants dans notre région [...] On ne se laissera pas faire !"* concluait-il, menaçant, lors d'un "Talk Le Figaro".

Quelques jours plus tard, des fenêtres et des volets roulants du centre de vacances de Saint-Hilaire-du-Rosier étaient criblés de balles. Des inscriptions hostiles aux migrant-e-s ont été découvertes dans les rues voisines. Les tirs proviennent de fusils... de chasse.

(Dauphiné Libéré, 01/10/16 et 06/10/16 ; Le Monde, 21/09/16 ; Le Figaro, 14/09/16)

* * *

380 millions d'euros pour l'A480

Consensus général et inédit des autorités : l'État, la Métropole, le Conseil départemental, la mairie de Grenoble et la société Area sont tombés d'accord sur un "protocole d'intention" concernant l'aménagement de l'A480 et du Rondeau. Un chantier colossal de 380 millions d'euros pour améliorer l'échangeur du Rondeau, passer l'A480 à deux fois trois voies sans élargissement de la chaussée, maintenir les entrées nord et sud en deux fois deux voies, limiter la vitesse à 70 km/h sous certaines conditions. Les premiers travaux sont prévus pour 2019.

Area financerait ces travaux à hauteur de plus de 330 millions d'euros. En contrepartie, l'État l'autorise à augmenter le tarif des péages pour les 100 000 à 150 000 véhicules circulant chaque jour sur l'A480. Il prolonge également la durée de concession de l'autoroute à Area jusqu'en... 2036.

Les contrats signés entre l'État et Area semblent cependant contenir des clauses secrètes. Suite à une plainte de Raymond Avrillier, maire-adjoint honoraire de Grenoble, le tribunal administratif de Paris a sommé le Ministère de l'économie de rendre publics l'ensemble des documents liés à Area. Contestant cette décision, le Ministère vient de se pourvoir en cassation. Le mystère sur le contenu de ces contrats continue.

[Affaire à suivre...]

(ADES, 02/09/16 et 07/10/16 ; Dauphiné Libéré 12/09/16 et 16/09/16)

* * *

La fin du train des Alpes ?

Viva pour l'autoroute, haro sur le train. Alors que se poursuivent les négociations pour la nouvelle convention TER entre la Région et la SNCF, Laurent Wauquiez vient d'annoncer un plan de fermeture du TER Grenoble-Gap pour 2018. Motif ? Une économie de 20 à 30 millions d'euros, à court terme. Un coup très dur pour le Trièves, Gap et le Briançonnais.

En 2014, grâce à ses mobilisations, le [Collectif pour le train des Alpes](#) avait déjà réussi à repousser des menaces de fermeture de cette magnifique ligne construite en 1878. De nouvelles actions se préparent. Une [pétition](#) est déjà en ligne.

(Alpes 1, 20/09/16)

* * *

Les Restos du cœur cherchent des bénévoles

Les [Restos du cœur Isère](#) lancent un appel à bénévoles pour leur campagne d'automne-hiver. L'année dernière, près de mille bénévoles étaient nécessaires pour accueillir les 15 500 personnes sollicitant l'aide des Restos. Une augmentation des demandes est encore prévue cette année. Toutes les énergies sont les bienvenues.

(Dauphiné Libéré, 11/09/16)

* * *

Insolite : Le succès du plus haut infokiosque de France

Dans les [Infos locales de juillet](#), nous partageons cette info insolite : Cet été, un berger Grenoblois a transporté à dos d'âne puis installé devant sa cabane d'alpage un infokiosque permanent, à 2000 mètres d'altitude [près d'Embrun](#).

Ce stand de brochures a-t-il connu du succès ? Oui : plus de 150 brochures ont été vendues à prix libre aux randonneurs et randonneuses de passage. Les brochures les plus recherchées ? Celles sur l'opposition locale à la ligne de THT, sur les manipulations médiatiques et sur les relations amoureuses libres...

* * *

Les antiféministes contre le C.I.D.D.F.

Malgré une [pétition de soutien](#) rassemblement plus de 1700 signatures, malgré les vives protestations portées par le [Planning familial](#), le Conseil Départemental de l'Isère ne revient pas sur sa décision de supprimer ses subventions au [Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles](#).

Créé en 1973, le C.I.D.D.F. accueillait des milliers de femmes et de familles souhaitant obtenir des informations, des conseils ou un accompagnement juridique sur le Droit de la famille, le Droit du travail, les violences sexistes ou les discriminations. Depuis 40 ans, Il était financé par les collectivités locales, quels que soient les partis politiques.

Dans les colonnes du Dauphiné Libéré, Frédérique Puissat, vice-présidente du Conseil départemental chargée de la Famille, de l'enfance et de la santé, justifie la fermeture d'un centre de soutien des femmes : *"Ce n'est pas parce qu'on est une femme qu'on est présumée plus faible."...*

(Dauphiné Libéré, 20/09/16)

Expérimentation : Les Médiateurs pairs en santé

Peut-être les avez-vous déjà croisé ? La Ville de Grenoble expérimente depuis le début de l'année un programme de "Médiateurs pairs en santé". Deux médiatrices et un médiateur abordent des Grenoblois-es dans la rue ou par porte-à-porte, proposant de les accompagner pour leurs démarches de santé : connaître leurs droits, savoir à quelles institutions s'adresser, aider à rédiger certains documents administratifs.

L'équipe de médiation tient également des permanences dans des Maison des Habitant-e-s du centre-ville, des quartiers Teisseire, Abbaye et Villeneuve.

Selon la mairie, 2800 personnes ont déjà été abordés par les médiateurs. Parmi elles, 73 sont désormais accompagné-e-s régulièrement.

[Pour info, le centre social autogéré [La B.A.F.](#) propose également chaque semaine des [permanences d'autodéfense pour l'accès aux droits.](#)]

(Dauphiné Libéré, 21/09/16)

* * *

Programme "post-fukushima" au Bugey

Plus de 230 millions d'euros de travaux sont annoncés cette année à la centrale nucléaire du Bugey. Le but ? Prolonger la durée de vie de la centrale. Le programme comprend de nombreux chantiers dont la construction de nouveaux bâtiments pour les salarié-e-s et prestataires de la centrale, des rénovations et des renforcements en cas de séismes ou d'inondations. Une partie des opérations a été baptisée "Programme post-Fukushima".

Cette annonce intervient quelques mois après de vives polémiques autour de la centrale. En début d'année, la [CRIIRAD](#) révélait des informations sur de graves [fuites de tritium](#). Au printemps, le Canard Enchaîné publiait des extraits d'une note interne d'Areva. Ce document confidentiel affirme que des composants de la centrale nucléaire du Bugey présentent des défauts "pouvant avoir un impact sur la sûreté". Il s'agirait de pièces en acier vulnérables aux changements brutaux de température, au niveau d'un générateur de vapeur.

(Canard Enchaîné, 25/05/16 ; Dauphiné Libéré, 30/05/16 et 03/10/16)

* * *

Renaudie sous vidéo-surveillance

La mairie de Saint-Martin-d'Hères s'apprête à lancer un programme de vidéo-surveillance dans le quartier Renaudie. 28 zones seraient pour l'instant concernées.

[Pour des réflexions critiques sur la vidéo-surveillance, nous vous recommandons [Grenoble-sous-surveillance](#). Ce site propose en particulier une cartographie collaborative des caméras dans l'agglomération.]

(Dauphiné Libéré, 23/09/16)

Les offres étonnantes de Citélib

Pour inciter à diminuer l'usage des voitures, le système d'autopartage [Citélib](#) propose désormais trois nouveaux dispositifs :

- "Troc'ton auto" : Si vous cédez votre voiture de moins de 7 ans et de moins de 100 000 km à Citélib, vous recevez l'équivalent de sa valeur argus en abonnement à Citélib, et/ou en part sociale de la SCOP Citélib, et/ou en vélos électriques, et/ou en crédits à la consommation.

- "Loue ton auto" : Si vous intégrez votre voiture à la flotte Citélib, vous percevez 25 % des recettes générées par sa location, l'entretien de votre véhicule est pris en charge, vous ne payez plus que 10 centimes d'euros du kilomètres lorsque que vous utilisez votre voiture.

- "Donne à Solidarauto" : Si vous donnez votre vieille voiture au garage solidaire [Solidarauto](#) d'Échirolles, vous recevez un an d'abonnement à Citélib.

Pour plus de précisions sur ces offres, [cliquez ici](#).

(Dauphiné Libéré, 08/09/16)

* * *

Une journée grenobloise contre Monsanto

Du 14 au 16 octobre à La Haye se déroulera le [Tribunal Monsanto](#). Sa mission ? Rassembler et évaluer l'ensemble des dommages sanitaires et environnementaux de la multinationale Monsanto, puis préparer une plainte pour écocide et crime contre l'humanité auprès de la Justice internationale.

Pour informer les Grenoblois-es sur cet événement international, un collectif prépare une grande journée d'animations dans le centre-ville de Grenoble, le samedi 15 octobre. Au programme : porteurs et porteuses de paroles, recueil de témoignages, théâtre de l'opprimé, diffusion de "bombes à graines" dans les jardins, parcs et espaces verts...

[Les bombes à graines sont des coques de terre contenant des semences. En se dissolvant, les bombes vont permettre à des fleurs et des légumes de germer dans des espaces où on ne les attendait pas... Ouvrez l'oeil !]

Plus d'infos sur cette journée contre Monsanto [ici](#) et [là](#).

* * *

À bientôt pour les prochaines infos locales !

Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).

Ici Grenoble, c'est aussi un [agenda](#), avec plus de 150 événements proposés cette rentrée... Collectifs, associations, individu-e-s, n'hésitez pas à nous soumettre des événements ou informations pour que nous les relayons !